tdg.ch

Développement de Genève – Le discours d'Antonio Hodgers sur le ralentissement économique irrite

Laurence Bezaguet

6-8 minutes

Ses propos ont suscité une avalanche de réactions; les milieux économiques volent au secours des multinationales.



Publié: 06.08.2022, 09h07



Le conseiller d'État chargé du Territoire avait affirmé dans nos colonnes que le modèle consistant à attirer les grands groupes dans le canton n'était plus tenable.

LUCIEN FORTUNATI

Dans un entretien accordé vendredi à la «Tribune de Genève», le conseiller d'État Antonio Hodgers, à la tête du Département du territoire (DT) depuis près de dix ans, estime que le modèle économique visant en priorité à attirer les multinationales n'est plus tenable: «La machine économique genevoise doit ralentir.» Alors qu'il s'engage dans la campagne pour sa réélection, l'écologiste met la barre à gauche. Mais pointe aussi le risque d'une baisse des recettes fiscales.

Un discours qui a suscité une avalanche de réactions parmi les internautes. «Intéressante réflexion sur le dogme de la mondialisation et une vision de la promotion économique à Genève: plus de soutien au tissu local et de circularité. Allons-y!» apprécie l'un d'entre eux. «Je suis 200% d'accord avec vous! Il faut un développement économique qui favorise le local et tienne compte de notre précieux environnement», appuie une autre internaute.

«Discours d'enfant gâté»

Sans surprise, les milieux économiques, eux, voient rouge. Directrice de la politique générale de la Fédération des entreprises romandes/FER Genève, Stéphanie Ruegsegger dénonce un «discours d'enfant gâté»: «Il est inquiétant que l'on remette en cause un modèle de grandes sociétés; elles apportent beaucoup à l'ensemble des entreprises genevoises avec lesquelles elles travaillent, notamment les plus petites, mais aussi en termes de rentrées fiscales et de rayonnement de notre canton. Beaucoup de collectivités publiques aimeraient avoir de telles entreprises sur leur territoire.»

«Il est inquiétant que l'on remette en cause un modèle de grandes sociétés; elles apportent beaucoup à l'ensemble des entreprises genevoises avec lesquelles elles travaillent, notamment les plus petites, mais aussi en termes de rentrées fiscales et de

rayonnement de notre canton.»

Stéphanie Ruegsegger, Fédération des entreprises romandes/FER Genève

Un internaute abonde: «C'est vraiment une préoccupation de riches. Je souhaiterais que certaines villes de France aient le même problème. Je suis Suisse et Français de la Nièvre. Là-bas, l'économie est sinistrée et donc pas les mêmes problèmes que nous.» La directrice à la FER Genève d'ajouter: «Notre équilibre fiscal dépend de leur présence, notre budget de 10 milliards de francs étant grandement assuré par elles et leurs collaborateurs.» Stéphanie Ruegsegger se déclare ainsi très surprise par les propos d'Antonio Hodgers: «Cela ressemble plus au discours d'un candidat au gouvernement qu'à celui d'un conseiller d'État.»

Parmi ceux qui soutiennent une croissance à la baisse, tous ne plébiscitent pas pour autant l'élu Vert: «La machine économique genevoise doit ralentir, nous dit monsieur Hodgers qui en est à la fin de son second mandat! Quel visionnaire. [...] Après neuf ans de bétonnage à outrance, après neuf ans à attirer des entreprises et frontaliers qui vont avec, après neuf ans à saturer ce canton, voilà qu'il faut ralentir! Trop tard pour une réélection en 2023, le travail aurait déjà dû être effectué. Dix ans de perdu pour Genève!»

Carole-Anne Kast en soutien

Candidate novice au Conseil d'État et spécialiste du logement, la socialiste Carole-Anne Kast partage l'analyse globale des causes et effets décrits par Antonio Hodgers: «La crise du logement constante que nous connaissons depuis le début des années 2000 est totalement liée à la politique d'attractivité économique développée à Genève depuis cette période.»

Un léger bémol cependant pour l'actuelle magistrate d'Onex: «J'ai la conviction qu'une politique économique endogène ne doit pas conduire forcément à une baisse des prestations étatiques qui sont fondamentales pour la qualité de vie. Une fiscalité plus juste et plus

d'efficience au sein de l'État doivent permettre de maintenir un haut niveau de prestations, indispensables à plus de justice sociale.» En outre, ajoute-t-elle, «pour assurer des constructions de qualité à des prix équitables, le Canton doit se profiler comme un acteur de la construction de logements et pas uniquement comme un régulateur».

Adapter notre train de vie

Au-delà du rôle d'acteur souhaité par Carole-Anne Kast, l'État devra être moins gourmand à l'avenir avec la politique préconisée par Antonio Hodgers, estime Vincent Subilia, directeur général de la Chambre genevoise de commerce, de l'industrie et des services (CCIG): «Sa lecture est marquée du sceau du dogme et traduit une méconnaissance des réalités genevoises. Le signal donné au secteur de l'économie est très négatif.»

« Une fiscalité plus juste et plus d'efficience au sein de l'État doivent permettre de maintenir un haut niveau de prestations, indispensables à plus de justice sociale.»

Carole-Anne Kast, magistrate d'Onex

Le patron du DT voit en revanche juste, toujours selon Vincent Subilia, quand il admet qu'il faudra adapter notre train de vie, si les recettes fiscales venaient à diminuer: «Le niveau d'existence auquel on s'est habitué - une vraie rente de situation (!) - a un prix, notamment quant au coût de la fonction publique; or il dépend grandement de la santé des multinationales. Nous devons donc nous interroger sur la meilleure façon de les accompagner, car notre petit miracle de prospérité helvétique s'est fondé sur notre capacité à accueillir ces entreprises, qui ont créé de l'emploi et génèrent des ressources fiscales considérables. Il est caricatural de les opposer à des PME locales, dont certaines deviennent précisément des multinationales.»

Ce n'est pas l'une contre l'autre, défend le boss de la CCIG: «Sur les 39'000 entreprises du canton, on recense 2000 multinationales.

De chaque emploi créé par l'une d'entre elles, dépend 1,6 autre emploi (coiffeur, restaurateur...). Tout notre écosystème est lié.»

Nous avons vainement tenté de joindre des Verts.

Laurence Bézaguet travaille à la Tribune de Genève depuis 1995. A démarré sa carrière au Courrier avant de collaborer six ans au feu quotidien La Suisse. A aussi été journaliste indépendante durant dix-huit mois au Canada et rédigé un livre sur la Traversée de la rade, paru en 1996, avec l'ancien conseiller d'Etat David Hiler.